



Les chefs d'entreprise et la justice en France

Rapport de résultats

Février 2020

Sommaire

- | | | |
|----|---|-------|
| 1. | Les chefs d'entreprise et la justice : une large confiance et une compétence reconnue... mais des critiques sur son fonctionnement actuel et sa capacité à être en prise avec la réalité économique | p. 4 |
| 2. | Des expériences avec le service public de la justice pas toujours satisfaisantes | p. 14 |
| 3. | Raccourcissement des délais, recours à la médication, dématérialisation : des pistes d'améliorations identifiées et attendues par les chefs d'entreprise | p. 25 |

Méthodologie



Échantillon

- Un échantillon de **1000 entreprises du secteur marchand de 10 salariés et plus**
 - Au sein de chaque entreprise, la cible interrogée était **le chef d'entreprise, le gérant / dirigeant ou le président**. Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le **directeur administratif & financier, le directeur des ressources humaines ou le directeur juridique ont également pu être interrogés**.
- L'échantillon a été **raisonné de manière à interroger un nombre suffisant de dirigeant d'entreprise de 200 salariés et plus**. L'échantillon a donc, été, réparti comme suit : 460 entreprises de 10 à 49 salariés, 340 de 50 à 199 salariés et 200 entreprises de 200 salariés et plus.
- Au moment du traitement, un redressement a été effectué de manière à disposer au global de **résultats représentatifs des entreprises françaises de 10 salariés et plus**.
 - Représentativité assurée par la méthode des quotas (taille de l'entreprise, secteur d'activité et stratification géographique).



Mode de recueil

- Interviews réalisées par téléphone



Dates de terrain

Le terrain s'est déroulé du 6 janvier au 4 février 2020

Note de lecture :

xx : différence significative par rapport à l'ensemble (supérieure en vert / inférieure en rouge)

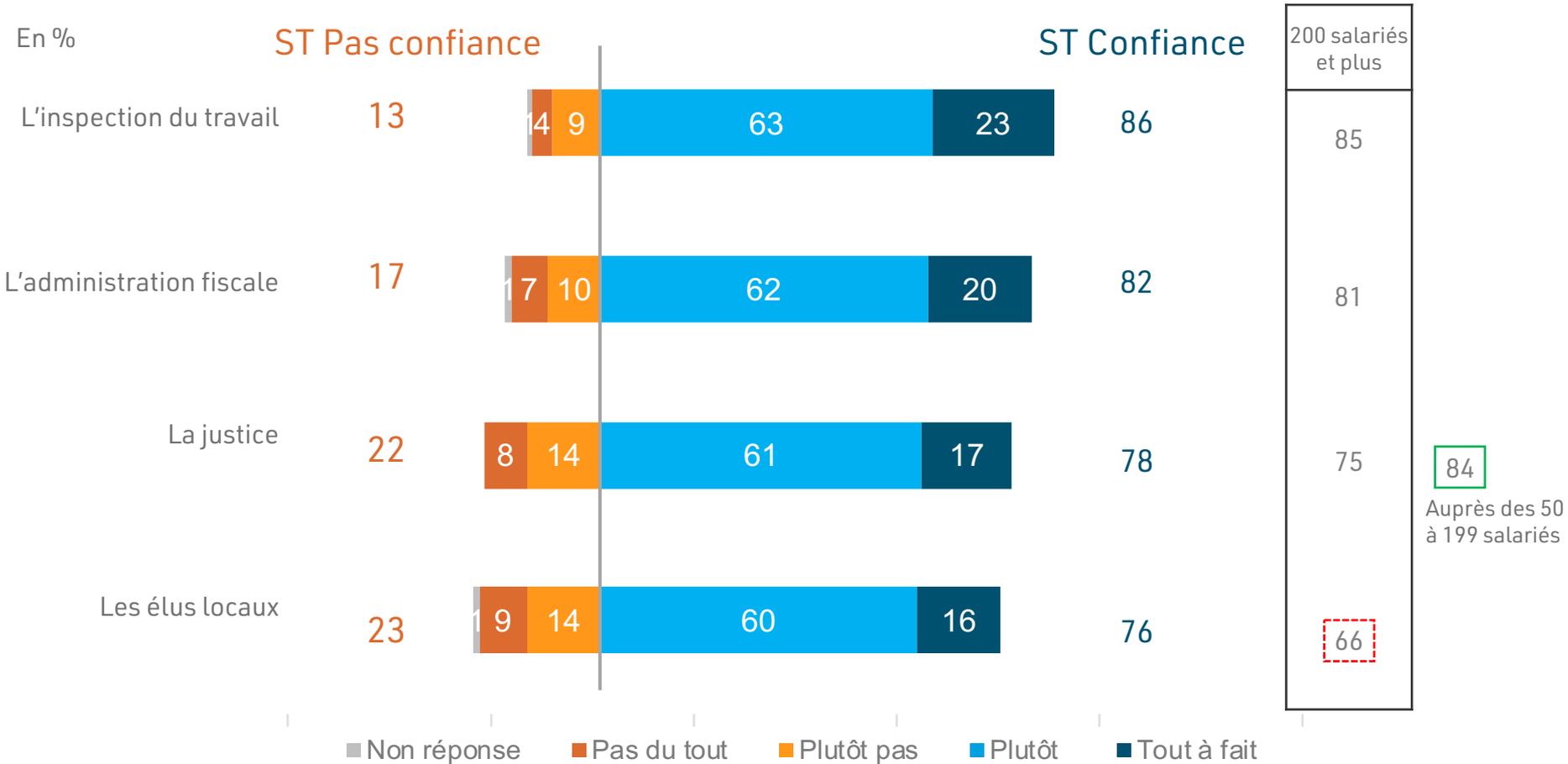


1.

Les chefs d'entreprise et la justice : une large confiance et une compétence reconnue... mais des critiques sur son fonctionnement actuel et sa capacité à être en prise avec la réalité économique

Une confiance globalement élevée dans les institutions ayant une influence sur la vie des entreprises

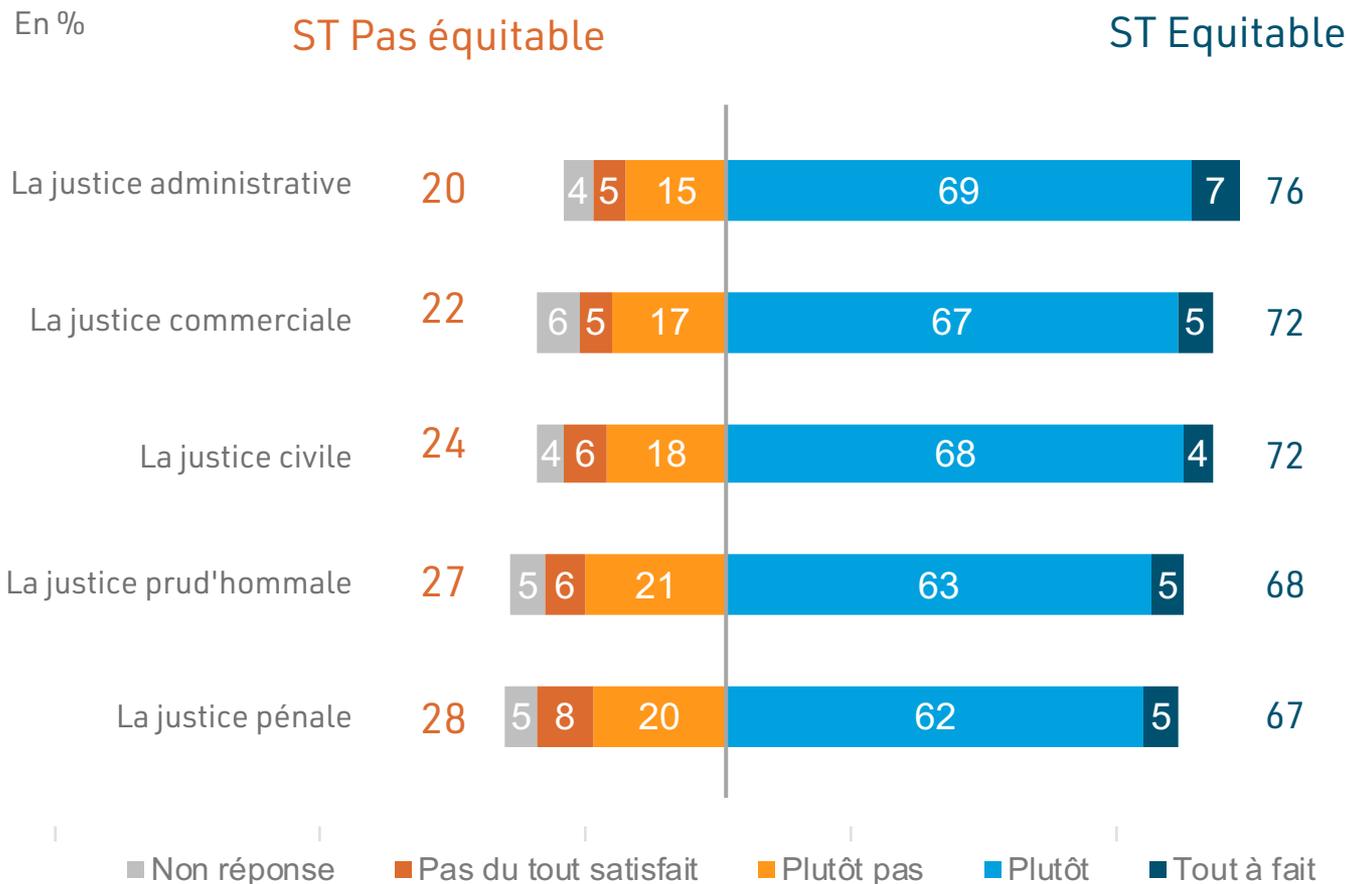
D'une manière générale diriez-vous que vous avez tout à fait confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans ces différentes institutions ayant une influence sur la vie des entreprises ?



Base : Ensemble (n=1000)

Les justices administrative, commerciale et civile sont considérées comme les justices les plus équitables. A noter que ceux qui ont eu affaire à la justice au cours des cinq dernières années sont beaucoup plus critiques

Pour chacun des différents types de justice, diriez-vous que la justice qui y est pratiquée est en général tout à fait équitable, plutôt équitable, plutôt pas équitable, ou pas du tout équitable ?



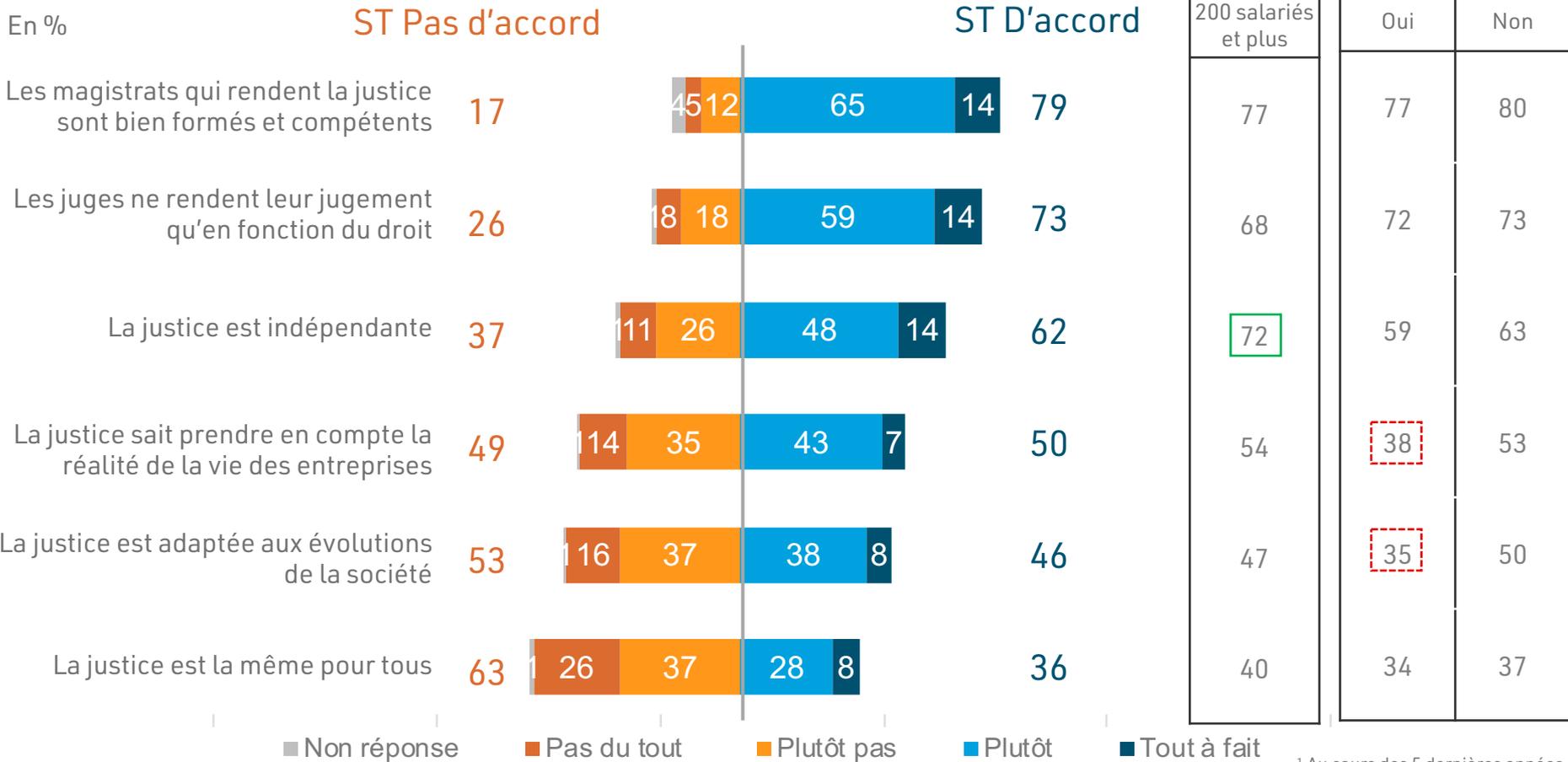
200 salariés et plus	Ont eu affaire à la justice ¹	
	Oui	Non
72	65	79
70	61	75
67	67	73
67	55	72
59	57	70

Base : Ensemble (n=1000)

¹ Au cours des 5 dernières années

La compétence des magistrats et l'impartialité des juges sont globalement reconnues par les chefs d'entreprise. La capacité de la justice à être adaptée à la réalité de la vie des entreprises et aux évolutions de la société est en revanche largement remise en question

Pour chacune des propositions suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec elle ?



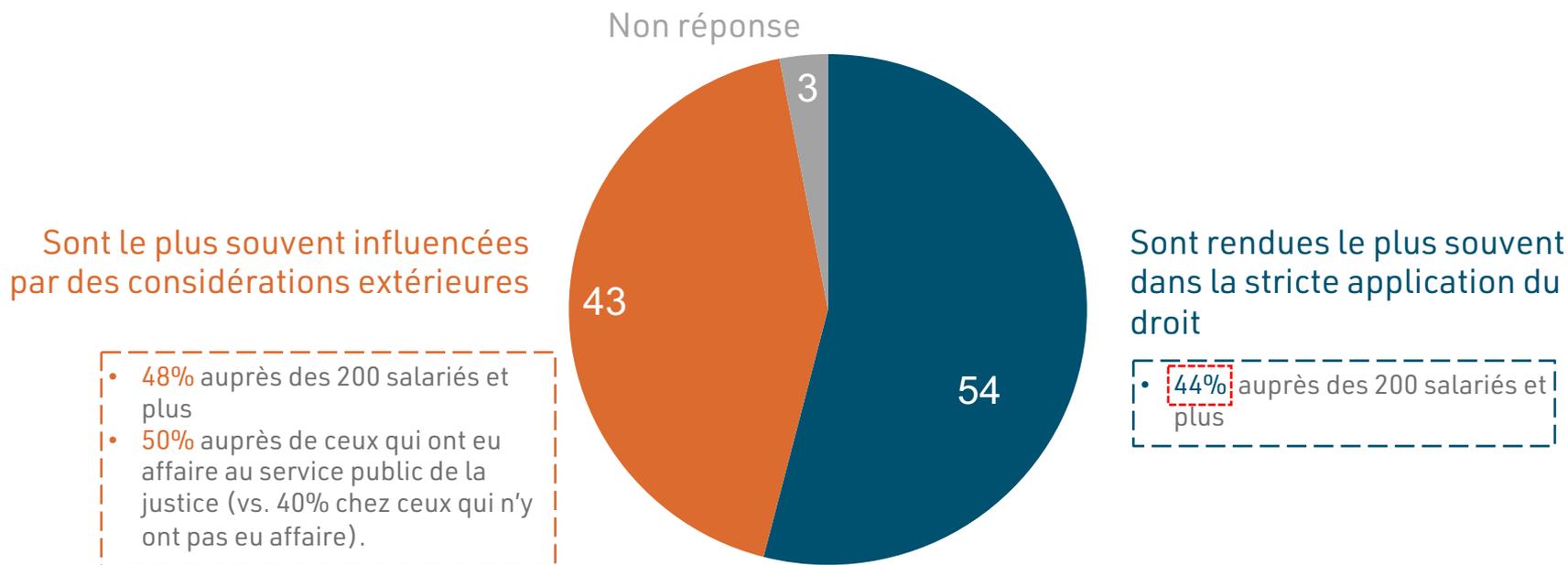
Base : Ensemble (n=1000)

¹ Au cours des 5 dernières années

Des chefs d'entreprise qui sont partagés quant à l'impartialité des décisions prises lorsque les entreprises sont parties prenantes. Ceux qui ont eu affaire au service public de la justice au cours des cinq dernières années sont la moitié à considérer que les décisions sont influencées par des considérations extérieures

Selon vous, lorsque les entreprises sont parties prenantes dans une affaire avec la justice civile, commerciale, pénale ou prud'hommale, est-ce que les décisions ...

En %

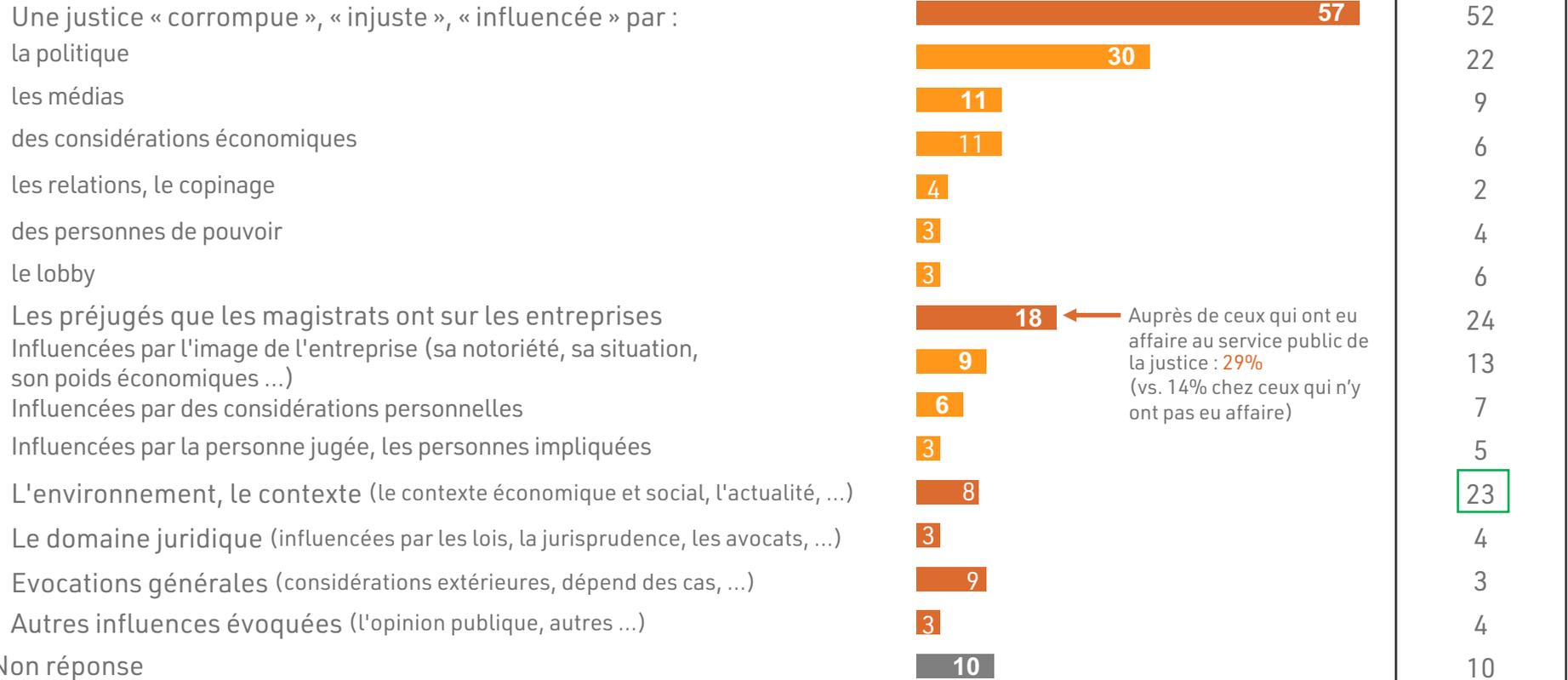


Base : Ensemble (n=1000)

Parmi les influences perçues, la politique est très largement citée. Les préjugés sur les entreprises sont également vus comme ayant une influence sur les décisions rendues

Lorsque les entreprises sont parties prenantes dans une affaire avec la justice civile, commerciale, pénale ou prud'homale, par quels types de considérations extérieures sont-elles influencées selon vous... ?

En %



Base : Ceux qui estiment que les décisions sont le plus souvent influencées par des considérations extérieures (n = 439)

Des chefs d'entreprise critiques sur le fonctionnement de la justice, en particulier chez ceux qui y ont eu affaire récemment

D'un point de vue général, diriez-vous que la justice fonctionne très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal en France ?

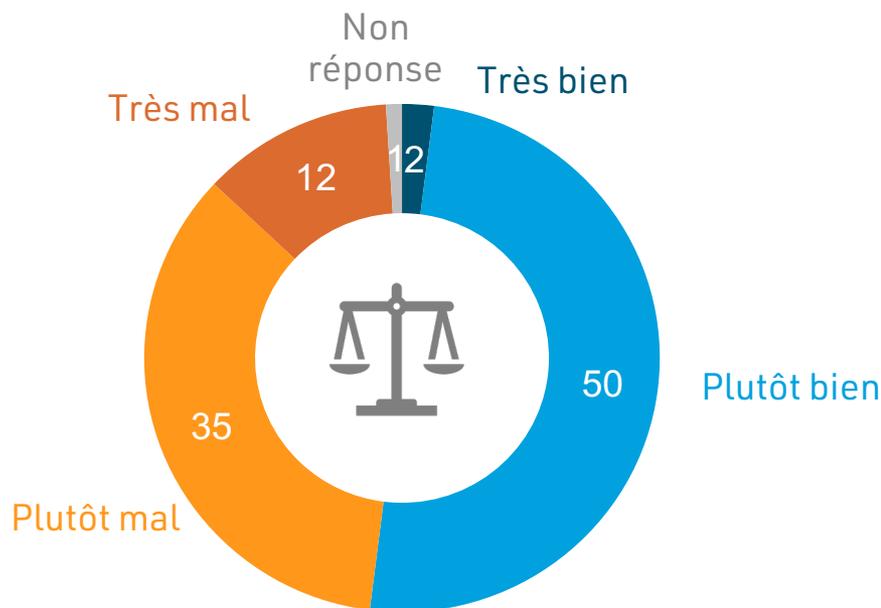
En %

ST Mal
47%

- 56% auprès de ceux qui ont déjà eu affaire au service public de la justice (vs. 45% chez ceux qui n'y ont pas eu affaire)

ST Bien
52%

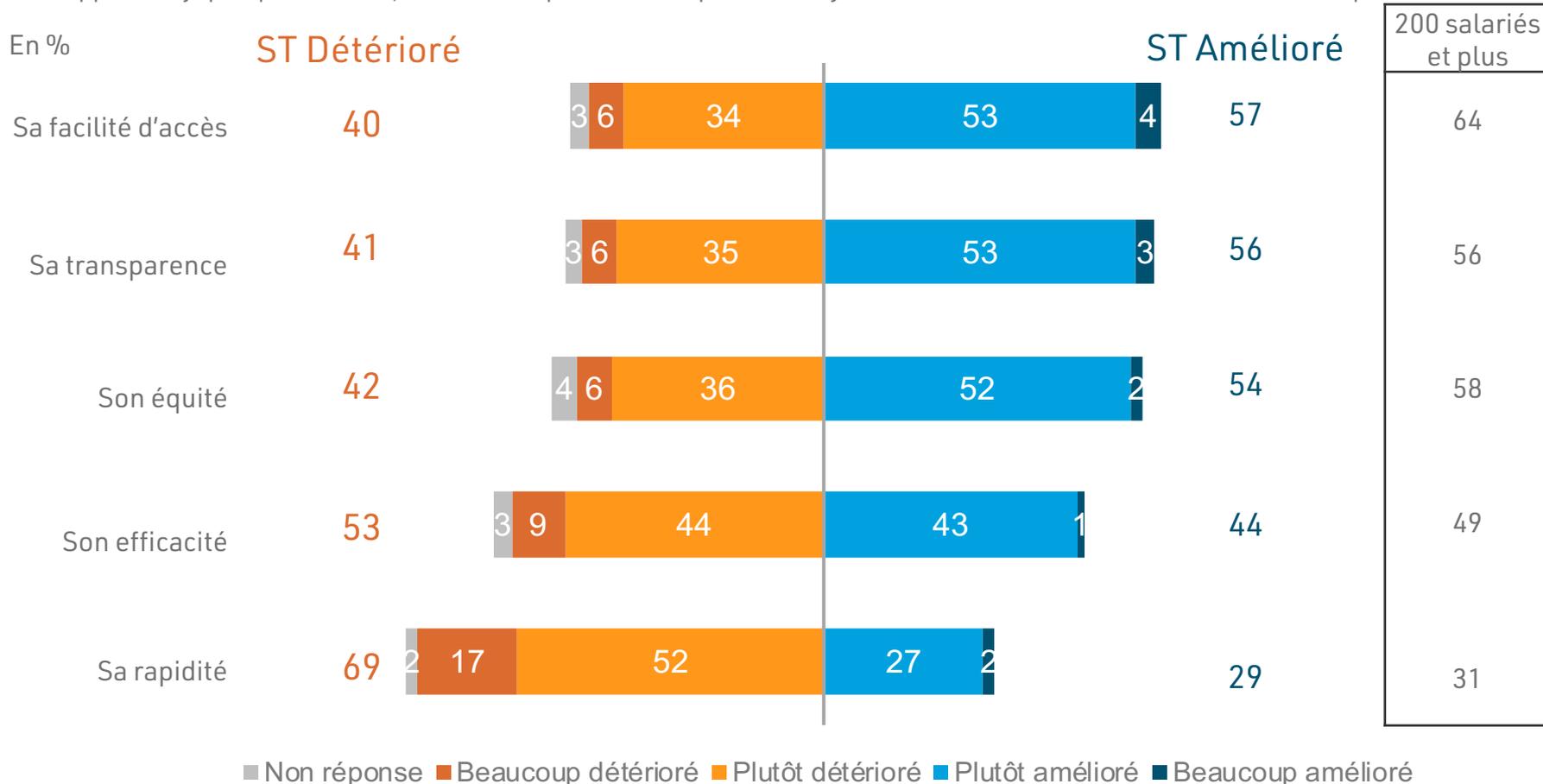
- 57% auprès des 200 salariés et plus
- 60% auprès des 50 à 199 salariés



Base : Ensemble (n =1000)

Si les chefs d'entreprise reconnaissent quelques améliorations du service public de la justice concernant sa facilité d'accès et sa transparence, la lenteur des procédures apparaît comme un point qui doit être nettement amélioré. Au global, des marges de progression sont largement possibles aux yeux des entreprises

Par rapport à il y quelques années, diriez-vous que le service public de la justice s'est amélioré ou s'est détérioré sur les points suivants ?



Base : Ensemble (n=1000)

2.



Des expériences avec le service public
de la justice pas toujours satisfaisantes

1 entreprise interrogée sur 5 a eu affaire au service public de la justice au cours des cinq dernières années. C'est quasiment une entreprise sur 2 pour les entreprises de 200 salariés et plus. A noter également, que le nombre d'affaires judiciaires augmente avec la taille de l'entreprise

Au cours des cinq dernières années, et dans le cadre de vos activités au sein de votre entreprise, avez-vous eu affaire au service public de la justice ? *

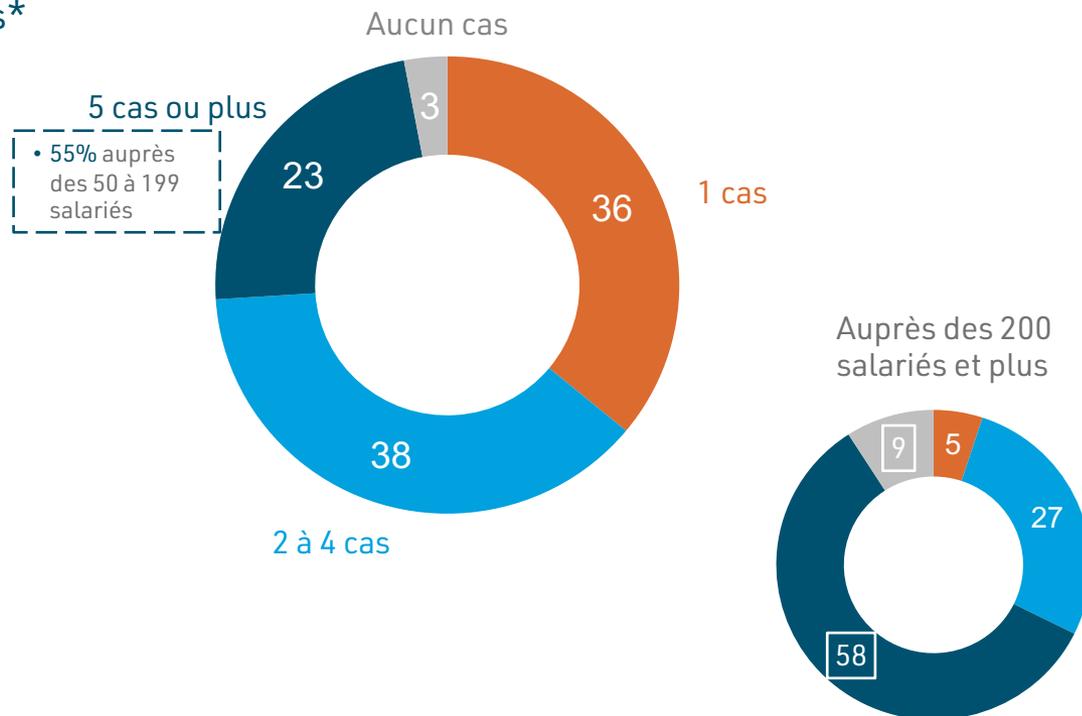
Pour combien de cas ou d'affaires, avez-vous dans le cadre de vos activités, été en contact avec le service public de la justice au cours des 5 dernières années ?

En %

21% Ont eu affaire au service public de la justice au cours des cinq dernières années*



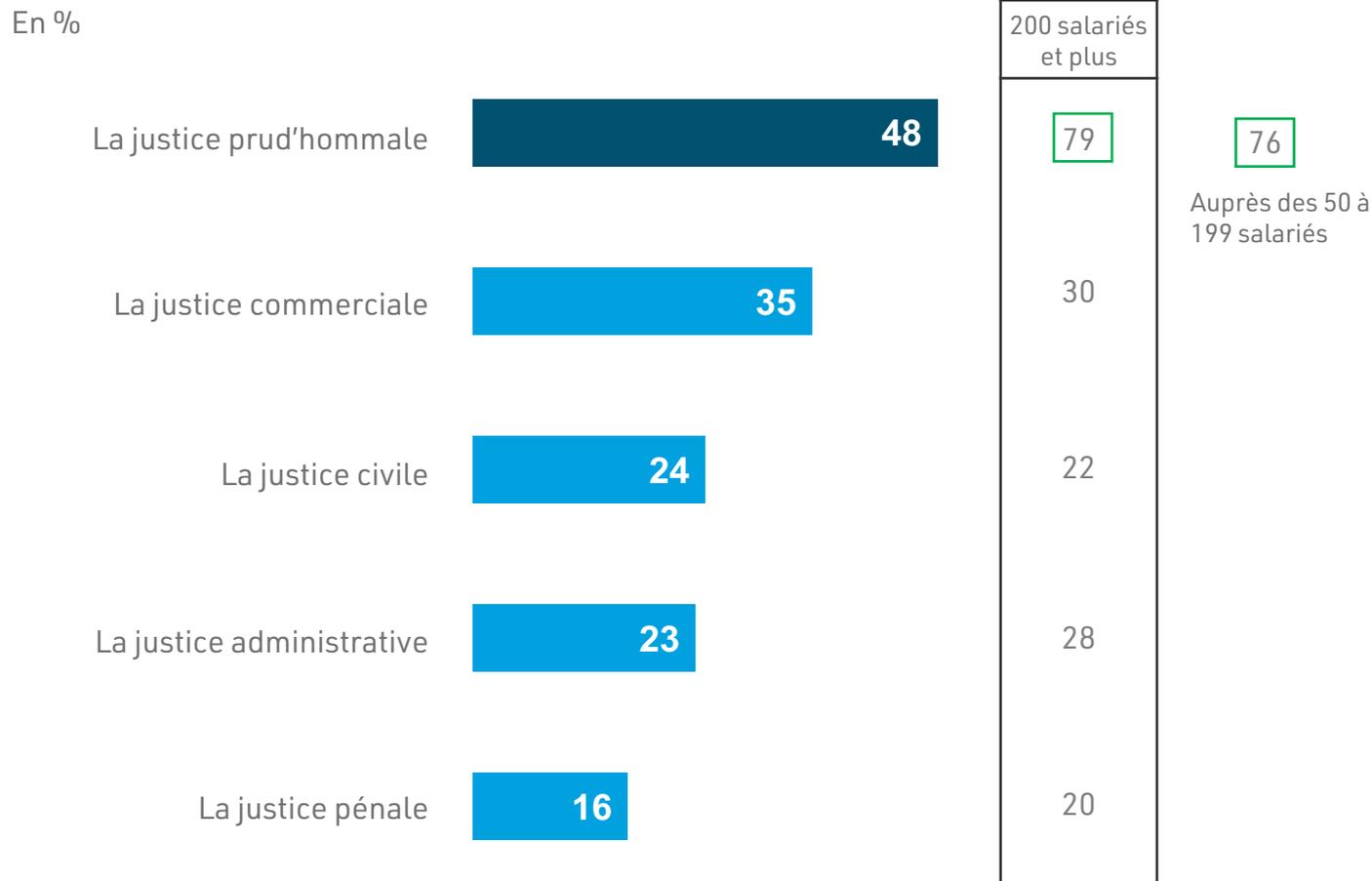
Dont **48%** auprès des entreprises de 200 salariés et plus



Base : Ceux qui ont eu affaire au service public de la justice (n =279)

Des chefs d'entreprise qui ont surtout affaire à la justice prud'homale puis commerciale, et d'autant plus dans les plus grandes entreprises

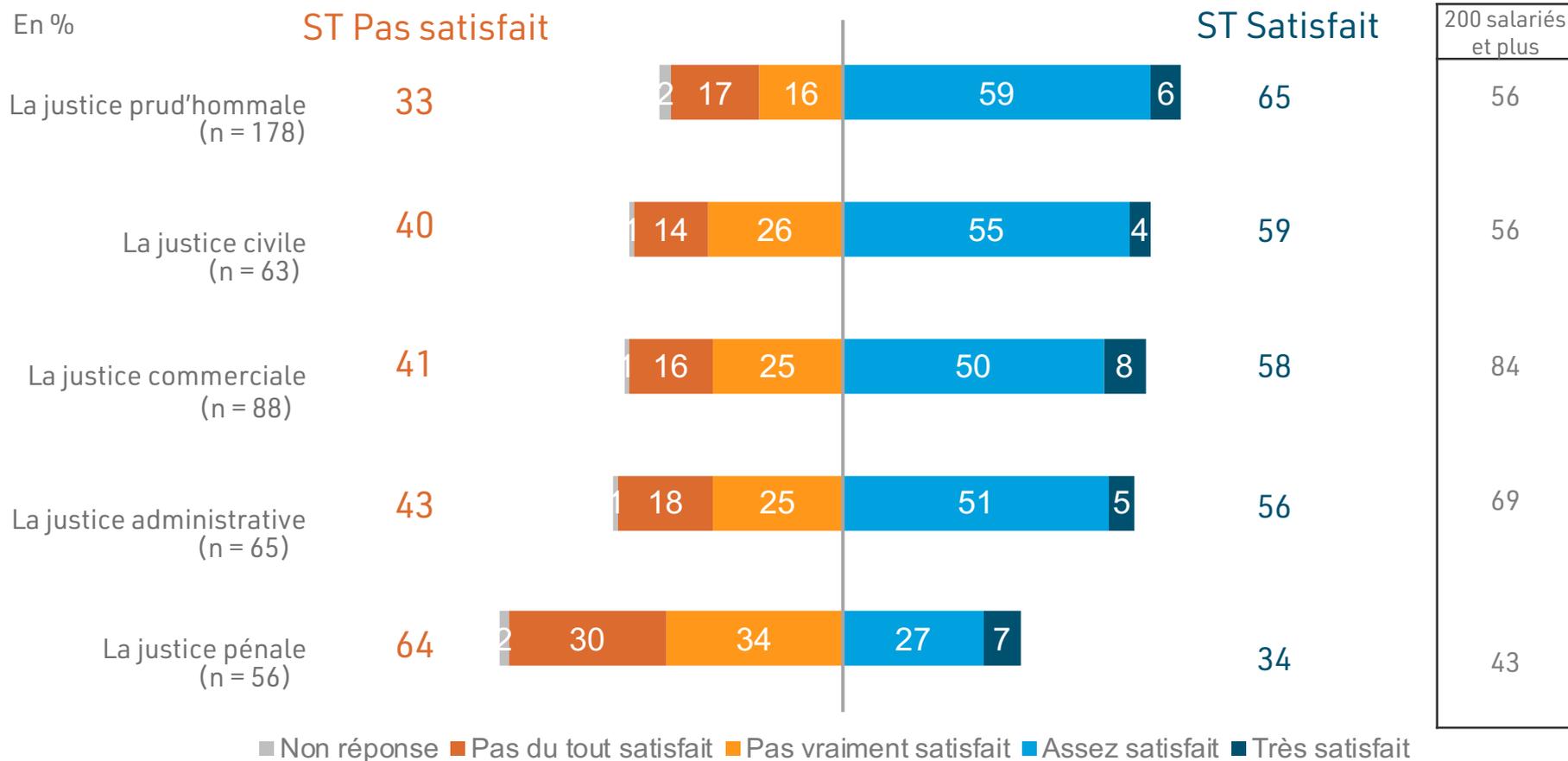
Plus précisément à quel « type » de justice avez-vous eu affaire pour votre entreprise dans les cinq dernières années ?
(PLUSIEURS RÉPONSES POSSIBLES - TOTAL SUPÉRIEUR À 100%)



Base : Ceux qui ont eu affaire au service public de la justice (n=279)

Des niveaux de satisfaction plus que moyens à l'égard de la justice : si la justice prud'homale s'en sort le mieux, les entreprises qui ont eu recours à la justice pénale se montrent très sévères à son égard

Sur la base de votre expérience, diriez-vous que vous avez été très satisfait, assez satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait de votre expérience avec...

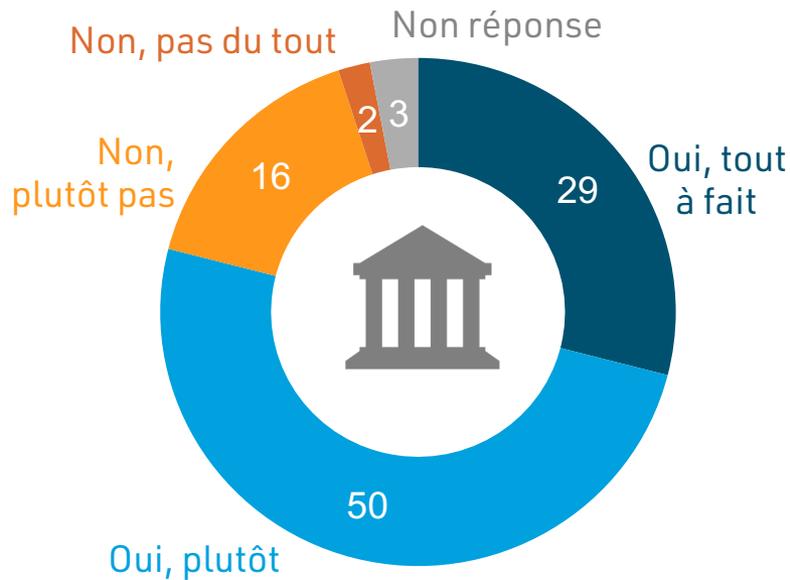


Base : Ceux qui ont eu affaire au type de justice concerné

Chez ceux qui ont eu affaire à elle, le fonctionnement de la justice commerciale est largement reconnu comme adapté à la réalité des entreprises

Les juges des tribunaux de commerce sont des commerçants élus par leurs pairs. Diriez-vous qu'une justice rendue par des commerçants prend mieux en compte la réalité des entreprises ?

En %



79% Considèrent qu'une justice rendue par des commerçants prend mieux en compte la réalité des entreprises



Dont **71%** auprès des entreprises de 200 salariés et plus

Base : Ceux qui ont eu affaire à la justice commerciale (n= 88)

S'agissant de la gestion de leur dernière affaire, la simplicité des démarches divise : ceux des plus grandes entreprises sont plus nombreux à les juger simples à accomplir

Les démarches que vous avez dû faire à cette occasion ont-elles été très simples, assez simples, assez compliquées ou très compliquées à accomplir ?

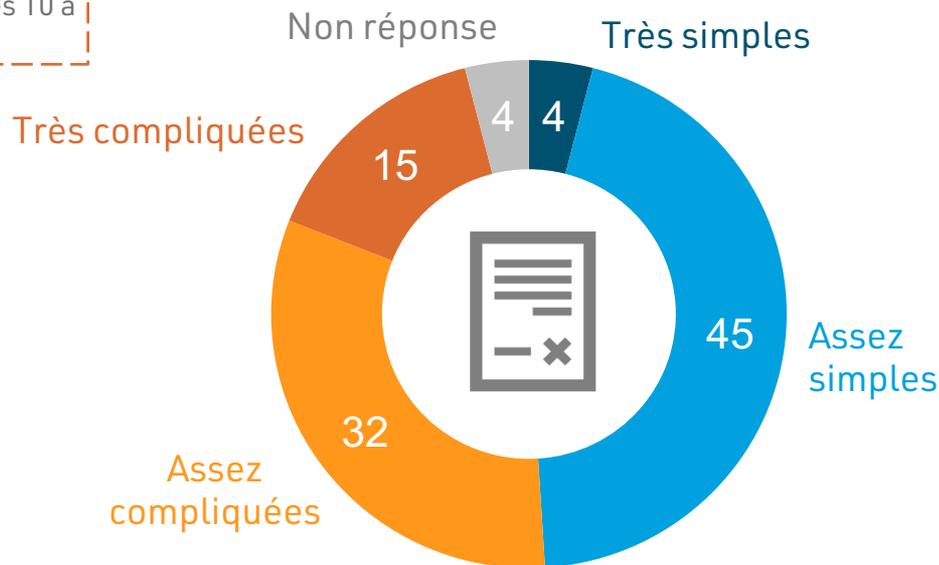
En %

ST
Compliquées
47%

- 52% auprès des 10 à 49 salariés

ST
Simple
49%

- 65% auprès des 200 salariés et plus
- 63% auprès des 50 à 199 salariés



- 56% auprès de ceux ayant eu affaire à la justice prud'homale
- 45% auprès de ceux ayant eu affaire aux autres types de justice

Base : Ceux qui ont eu affaire au service public de la justice (n =279)

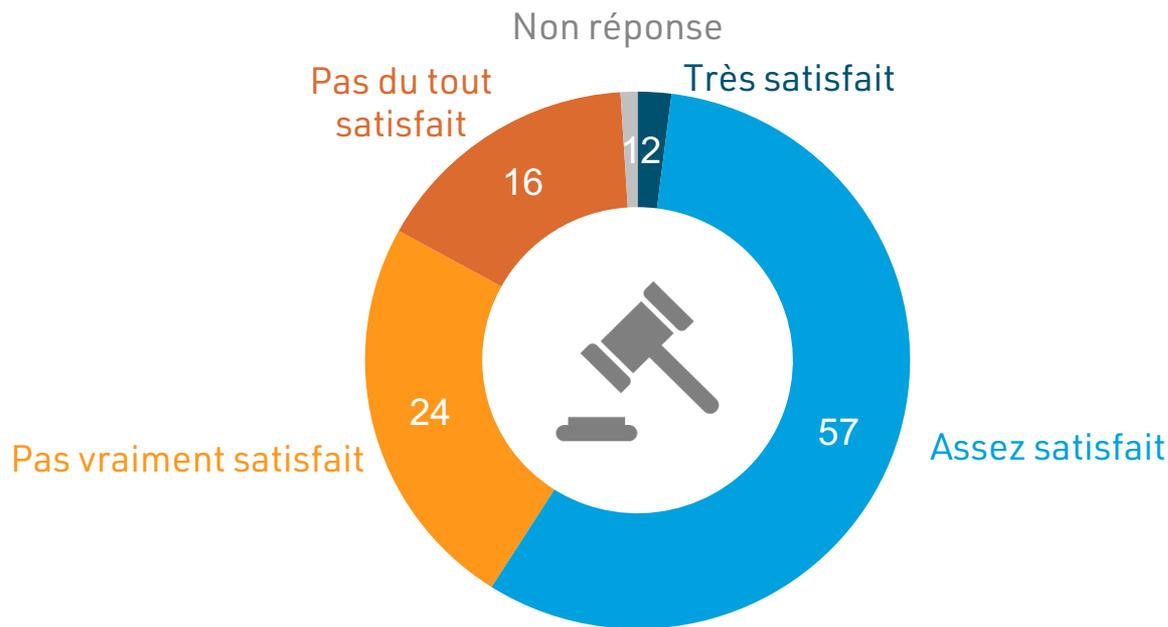
Une petite majorité des entreprises interrogées se dit satisfaite de sa dernière expérience avec la justice

Globalement, en tant que responsable d'une entreprise, diriez-vous que vous avez été très satisfait, assez satisfait, pas vraiment satisfait ou pas du tout satisfait de votre expérience avec la justice dans cette affaire précisément ?

En %

ST Pas satisfait
40%

ST Satisfait
59%



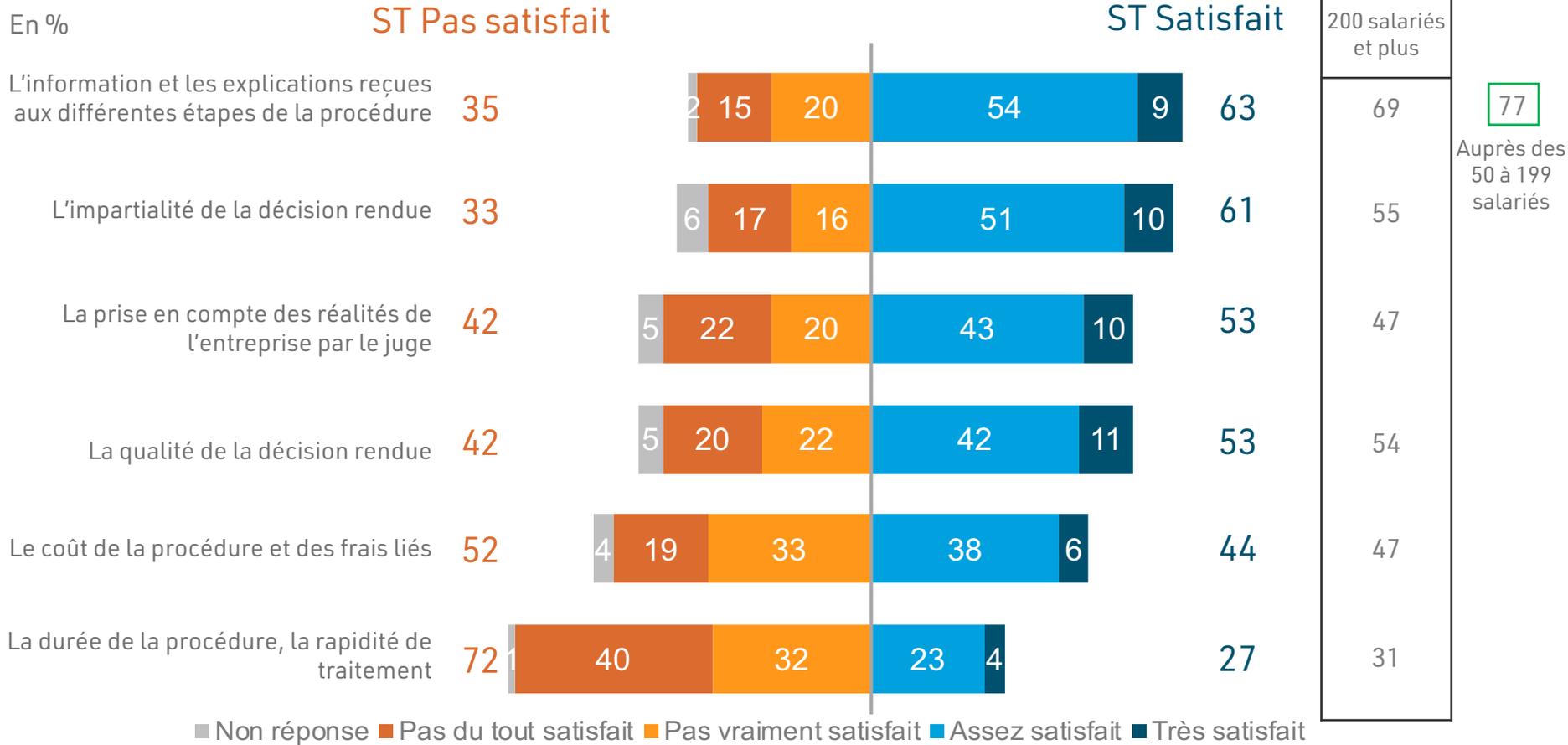
Pas de différence selon la taille d'entreprise

Base : Ceux qui ont eu affaire au service public de la justice (n=279)

Dans le détail, la plupart des dimensions de leur expérience avec la justice suscitent une satisfaction moyenne. La durée de la procédure est particulièrement critiquée

Focus sur la dernière expérience avec la justice

Avez-vous été très, assez, pas vraiment ou pas du tout satisfait de chacun des points suivants ?



Base : Ceux qui ont eu affaire au service public de la justice (n =279)

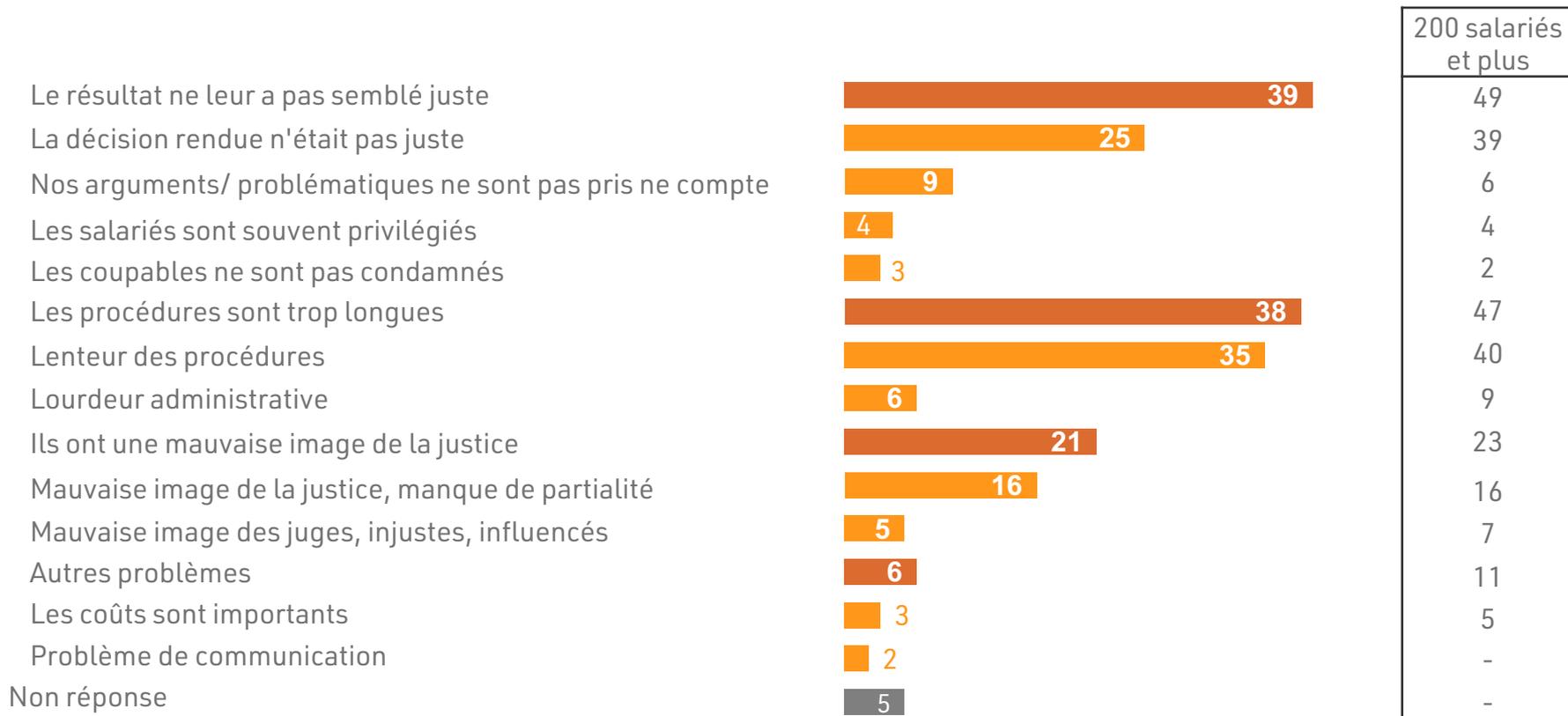
Parmi ceux qui ne sont pas satisfaits, les principales raisons d'insatisfaction quand ils évoquent leur dernière expérience avec la justice sont le sentiment que la décision prise n'était pas juste et la lenteur des procédures

Focus sur la dernière expérience avec la justice

Pour quelles raisons n'avez-vous pas été satisfait de votre expérience avec la justice dans cette affaire ?

En %

40 % des responsables d'entreprise n'ont pas été satisfait de leur dernière expérience avec la justice car ...



Base : Ceux qui n'ont pas été satisfait de leur dernière expérience avec la justice (n= 104)



3.

Raccourcissement des délais, recours à la médiation, dématérialisation : des pistes d'améliorations identifiées et attendues par les chefs d'entreprise

Si les besoins des entreprises en ressources juridiques sont majoritairement stables, ils ont augmenté ces dernières années pour un quart d'entre elles (et en particulier pour les grandes entreprises)

Diriez-vous qu'au cours des dernières années, les besoins de votre entreprise en matière d'appui et de ressources juridiques...

En %

ST Diminué

ST Augmenté

6%

26%



- 43% auprès des 200 salariés et plus
- 73% auprès de ceux qui n'ont pas eu affaire au service public de la justice

- 46% auprès des 200 salariés et plus
- 50% auprès de ceux qui ont eu affaire au service public de la justice

■ Non réponse ■ Beaucoup diminués ■ Plutôt diminués ■ Restés stables ■ Plutôt augmentés ■ Beaucoup augmentés

Base : Ensemble (n=1000)

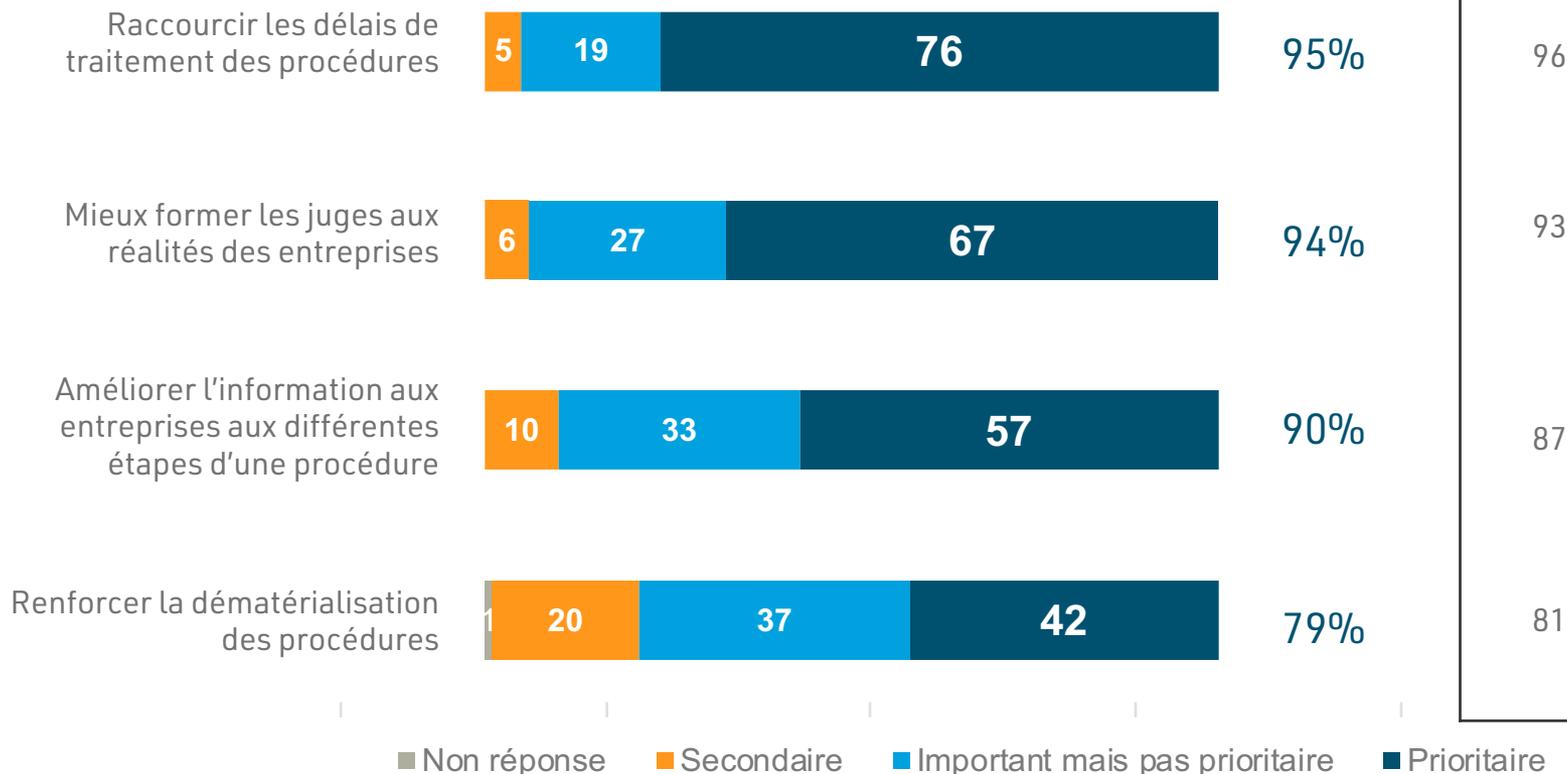
Les chefs d'entreprise jugent prioritaires les différentes pistes d'amélioration proposées et en particulier le raccourcissement des délais de traitement

En vous basant sur votre expérience, diriez-vous que chacune des pistes suivantes pour améliorer le fonctionnement de la justice à l'égard des entreprises est...

En %

ST Important

200 salariés et plus



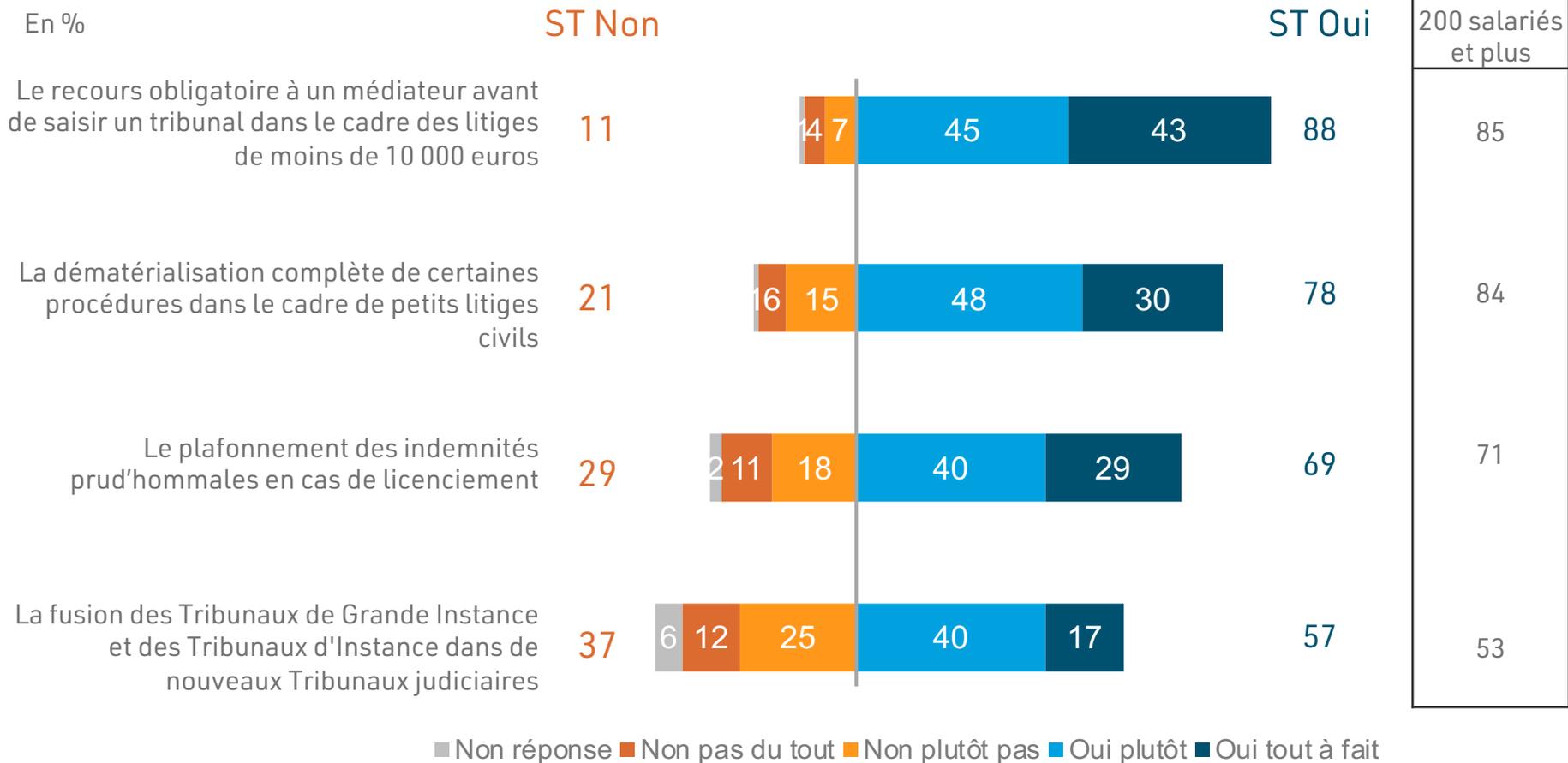
71

Auprès de ceux qui ont eu affaire au service public de la justice

Base : Ensemble (n=1000)

Parmi les pistes d'amélioration possibles de la justice, le non recours systématique à un tribunal pour juger des « petits litiges » est le plus plébiscité

Voici plusieurs mesures. Pour chacune d'elles, pouvez-vous me dire si elle permettra selon vous une amélioration du fonctionnement du service public de la justice ?

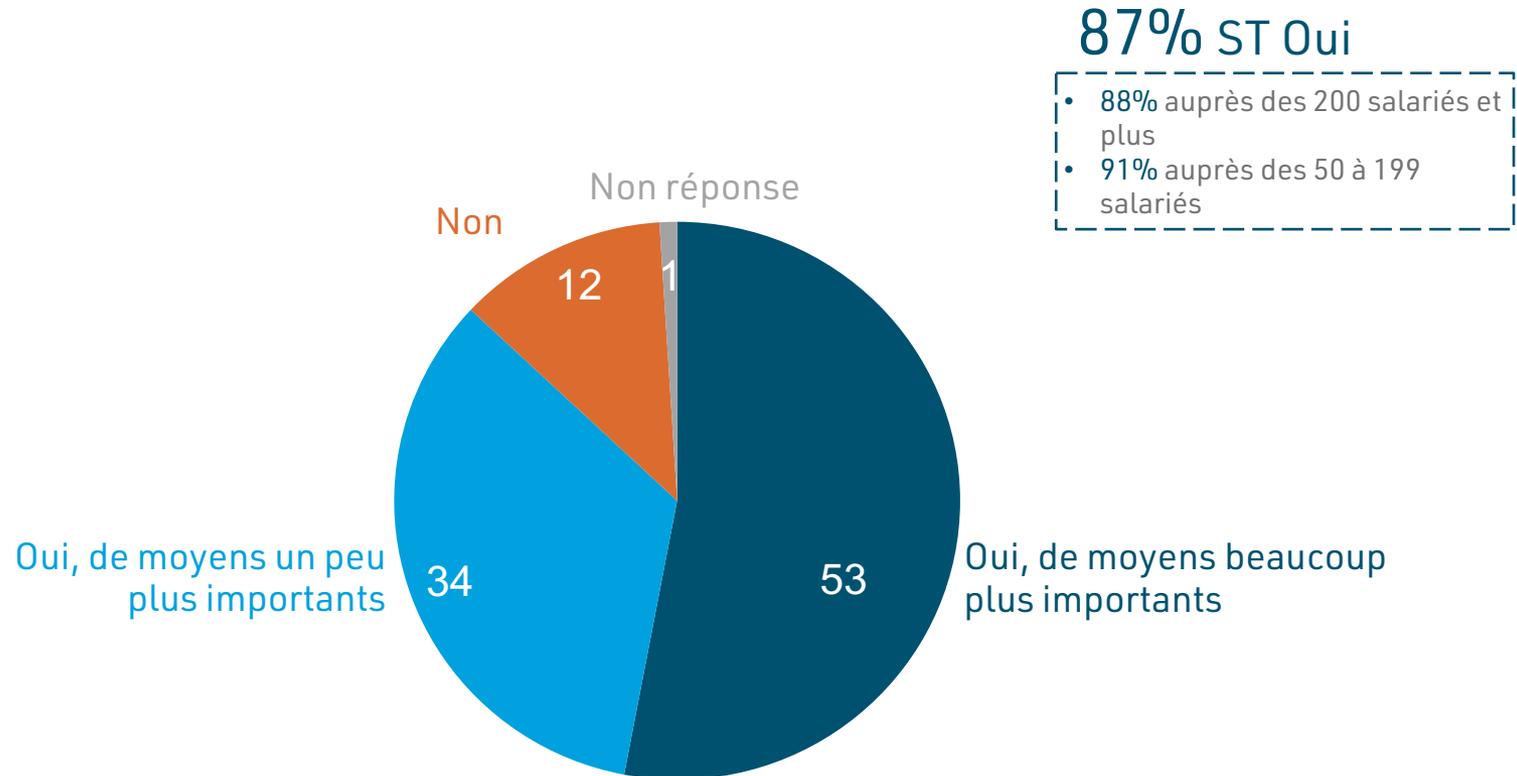


Base : Ensemble (n=1000)

Les chefs d'entreprise considèrent très largement que la justice devrait disposer de moyens plus importants de la part de l'Etat pour être plus efficace...

Selon vous, pour être plus efficace, la justice doit-elle disposer de moyens plus importants de la part de l'Etat ?

En %

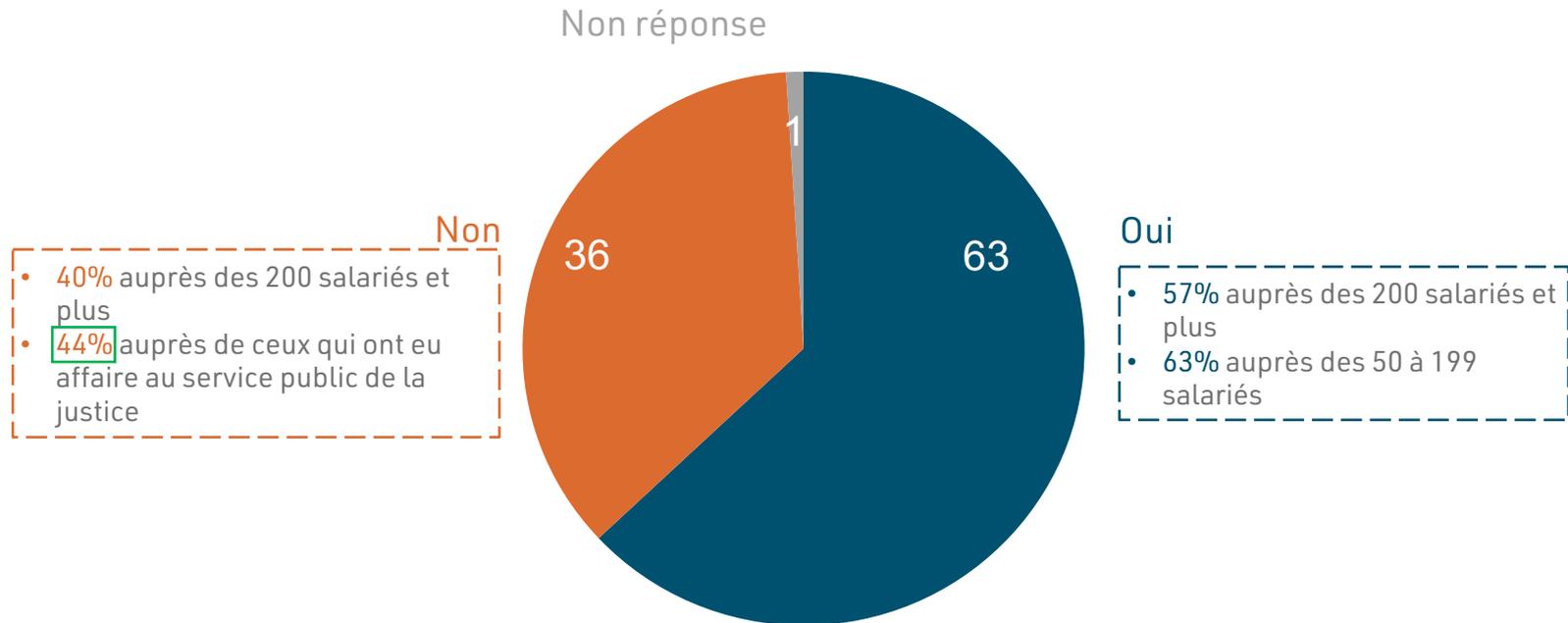


Base : Ensemble (n=1000)

... mais également que les parties devraient contribuer davantage aux frais de justice

Considérez-vous que les parties devraient contribuer davantage aux frais de justice ?

En %



Base : Ceux qui estiment que la justice devrait disposer de moyens plus importants (n =881)